

Am 2
Art 5
(art 5.1)

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N°107

Article 5

Dans l'article 5.1 ^{introduit} ~~modifié~~ par l'article 5 de ^{ce projet de} ~~cette~~ loi,

^{hasseimo} l'insertion, après le ~~quatrième~~ alinéa, du suivant:

«Si, au terme de l'évaluation des candidats, moins de trois candidats ont été considérés aptes à exercer la charge de commissaire, le ~~gouvernement~~ ^{Ministre} doit publier un nouvel appel de candidatures.»

Adopté
C. Paquette

Am 2
Art 14
(art 14)

adopté
C. Paquet

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 14

Remplacer l'article 14 de ce projet de loi par le suivant :

« 14. L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

« Le commissaire peut désigner, parmi les membres de son personnel, des personnes pouvant agir comme enquêteurs au sein d'une équipe spécialisée d'enquête sous l'autorité du commissaire associé aux enquêtes.

Peut également agir comme enquêteur au sein de cette équipe tout membre d'un corps de police dont les services sont prêtés au commissaire, sur entente conclue entre celui-ci et l'autorité de qui relève ce corps de police.

Les enquêteurs de cette équipe sont des agents de la paix sur tout le territoire du Québec. ».

Am 3
Art 7
(art 8.4)

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

*adopté
C.P.*

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 7

(concernant l'article 8.4 de la Loi concernant la lutte contre la corruption)

Remplacer le paragraphe 3° de l'article 8.4 que propose l'article 7 de ce projet de loi par le suivant :

« 3° les membres du personnel du commissaire nommés conformément à l'article 12. ».

Am 4
Art 10
(art 10.1)

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 10

*adopté
C. P.*

Remplacer le paragraphe 1° de l'article 10.1 que propose l'article 10 de ce projet de loi par le suivant :

« 1° de diriger les activités de l'équipe spécialisée d'enquête formée à l'article 14 et de coordonner celles de toute équipe d'enquête désignée par le gouvernement; ».

Am 5
Art II
(Art II)

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 11

*adopté
C.P.*

Supprimer l'article 11 de ce projet de loi.

Am 6
Art 21.1
(art 21.1)

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

ARTICLE 21.1

*adapte
C.P.*

Insérer, après l'article 21 du projet de loi, le suivant :

« 21.1. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant le chapitre IV, du suivant :

CHAPITRE III.1

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION

SECTION I

INSTITUTION ET MANDAT

35.2. Est institué le Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption.

35.3. Le Comité a pour mandat de donner son avis, après avoir procédé aux vérifications et examens nécessaires au moment, à la fréquence et de la manière qu'il détermine :

1° sur l'administration des enquêtes pénales et criminelles effectuées par l'Unité permanente anticorruption;

2° sur les suites données en vertu de la présente loi aux dénonciations d'actes répréhensibles reçues par le commissaire à la lutte contre la corruption, sauf pendant qu'une telle dénonciation fait l'objet d'une enquête ou d'une poursuite relative à une infraction pénale ou criminelle à une loi fédérale ou du Québec;

3° sur le rapport annuel de gestion du commissaire à la lutte contre la corruption;

4° sur toute autre question portant sur les activités de l'Unité permanente anticorruption.

Le Comité donne également son avis sur toute matière qui est de sa compétence chaque fois que le ministre lui en fait la demande.

Le Comité peut, dans ses avis, formuler les recommandations qu'il juge appropriées.

35.4. Dans l'exercice de son mandat, le Comité ne peut agir de manière à nuire aux enquêtes pénales et criminelles de l'Unité permanente anticorruption et aux poursuites judiciaires qui en découlent ou à compromettre les privilèges reconnus en droit, notamment ceux relatifs à la confidentialité des méthodes d'enquête et à l'identité des informateurs de police.

Également, le Comité ne peut demander ou accepter de recevoir des renseignements susceptibles de compromettre l'indépendance des agents de la paix ayant compétence pour mener des enquêtes sur des infractions à la loi.

35.5. Le Comité rend ses avis publics. Toutefois, il doit préalablement consulter le directeur des poursuites criminelles et pénales afin de s'assurer du respect de l'article 35.4.

Le Comité peut communiquer ses avis aux autorités gouvernementales et aux responsables concernés sur toute matière qui, à son avis, est de leur compétence.

35.6. Pour la réalisation de son mandat, le Comité ou la personne qu'il désigne peut, après avoir convenu des modalités applicables avec le commissaire à la lutte contre la corruption :

1° interroger relativement aux activités de l'Unité permanente anticorruption toute personne agissant au sein de celle-ci;

2° faire l'examen de tout document, livre, registre ou compte qui, à son avis, est susceptible de comporter des renseignements utiles à ce mandat et en prendre note ou copie.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces documents, livres, registres ou comptes doit, sur demande, en donner communication au Comité ou à la personne désignée par celui-ci et lui en faciliter l'examen.

Sur demande, tout membre du Comité et toute personne désignée doit s'identifier et, le cas échéant, exhiber le document attestant son autorisation.

35.7. Commet une infraction et est passible d'une amende de 4 000 \$ à 20 000 \$:

1° quiconque entrave ou tente d'entraver le travail d'un membre du Comité ou d'une personne désignée par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions, le trompe par des réticences ou de fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement;

2° quiconque, par un acte ou une omission, aide une personne à commettre une infraction prévue au paragraphe 1°;

3° quiconque, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène une personne à commettre une infraction prévue au paragraphe 1°.

En cas de récidive, l'amende est portée au double.

SECTION II

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

35.8. Le Comité est composé de trois membres, dont un président, nommés par l'Assemblée nationale, sur proposition du Premier ministre et avec l'approbation des deux tiers de ses membres.

35.9. Les conditions minimales pour être nommé membre du Comité et pour le demeurer sont les suivantes:

1° être de bonne mœurs;

2° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'une infraction pour un acte ou une omission qui constitue une infraction au Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) ou une infraction visée à l'article 183 de ce code créée par l'une des lois qui y sont énumérées, ayant un lien avec l'emploi, à moins d'en avoir obtenu le pardon.

35.10. Un candidat au poste de membre du Comité est préalablement choisi dans une liste de personnes qui ont été déclarées aptes à être nommées membres du Comité par le comité de sélection formé à cette fin par le ministre.

Le comité de sélection est composé du sous-ministre de la Sécurité publique ou de son représentant, d'un avocat recommandé par le Bâtonnier du Québec et d'un professeur agrégé ou titulaire dans une université québécoise dans un domaine pertinent au mandat du Comité.

Le comité de sélection procède avec diligence à l'évaluation des candidats sur la base de leurs connaissances, de leurs expériences et de leurs aptitudes, en considérant les critères qu'il détermine. Sans tarder, le comité remet au Premier ministre son rapport dans lequel il établit la liste des candidats qu'il a rencontrés et qu'il estime aptes à être membres du Comité. Cette liste doit comporter trois, quatre ou cinq candidats selon qu'un, deux ou trois postes de membres sont à pourvoir. Tous les renseignements et documents concernant les candidats et les travaux du comité de sélection sont confidentiels.

Les membres du comité de sélection ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure déterminées par le gouvernement.

35.11. Le mandat du président du Comité est d'une durée de sept ans et celui des autres membres de cinq ans. Un membre ne peut être nommé de nouveau, consécutivement ou non, à quelque titre que ce soit.

À l'expiration de son mandat, un membre du Comité demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé. Il peut en tout temps démissionner de ses fonctions en donnant un avis écrit au président de l'Assemblée nationale.

Il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée nationale approuvée par les deux tiers de ses membres.

35.12. Le gouvernement détermine la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Comité.

35.13. Le Comité se réunit au moment et selon la fréquence qu'il détermine.

Il peut tenir ses séances à tout endroit au Québec. Le quorum est formé du président et d'un autre membre.

35.14. Les membres du personnel du Comité sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

35.15. Le président du Comité dirige les activités du Comité et en coordonne les travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigne l'un des autres membres pour assurer l'intérim.

35.16. Les membres du Comité doivent, avant d'entrer en fonction, prêter le serment prévu à l'annexe III devant le président de l'Assemblée nationale.

Les membres du personnel du Comité et toute personne désignée en vertu de l'article 35.6 font de même devant le président du Comité.

SECTION III

RAPPORTS

35.17. Le Comité doit, au plus tard le *(indiquer ici la date qui suit d'un an celle à laquelle l'ensemble des membres du Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption visés à l'article 35.8 auront été nommés)* et par la suite à chaque année, transmettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités.

Le président de l'Assemblée nationale dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours suivant la date de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

35.18. Au moins une fois par année, la commission compétente de l'Assemblée nationale entend le président du Comité sur les activités de ce dernier.

35.19. Le Comité peut soumettre, en tout temps, un rapport spécial au président de l'Assemblée nationale sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport d'activités.

Le président de l'Assemblée nationale dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours suivant la date de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

35.20. Avant de transmettre un rapport en vertu de la présente section, le Comité doit consulter le directeur des poursuites criminelles et pénales afin de s'assurer du respect de l'article 35.4.

35.21. Le Comité doit, au plus tard le *(indiquer ici la date correspondant au cinquième anniversaire de la date à laquelle l'ensemble des membres du Comité de surveillance des*

activités de l'Unité permanente anticorruption visés à l'article 35.8 auront été nommés), faire au ministre un rapport sur l'application du présent chapitre.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours suivant la date de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

SECTION IV IMMUNITÉS

35.22. Aucune action civile ne peut être intentée en raison de la publication d'un avis ou d'un rapport du Comité en vertu de la présente loi ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel avis ou rapport.

35.23. Le Comité, un de ses membres, un membre de son personnel ou une personne désignée en vertu de l'article 35.6 ne peut être poursuivi en justice en raison d'omissions ou d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

35.24. Malgré toute disposition incompatible d'une loi, un membre du Comité, un membre de son personnel ou une personne désignée en vertu de l'article 35.6 ne peut être contraint devant une instance judiciaire ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions juridictionnelles de faire une déposition portant sur un renseignement obtenu dans l'exercice de ses fonctions ni de produire un document contenant un tel renseignement.

35.25. Sauf sur une question de compétence, aucun pourvoi en contrôle judiciaire prévu au Code de procédure civile (chapitre C-25.01) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le Comité, un de ses membres, un membre de son personnel ou une personne désignée en vertu de l'article 35.6 agissant dans l'exercice de ses fonctions. ».

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 22.1

*adopté
C. Paquet*

Insérer, après l'article 22 du projet de loi, le suivant :

« **22.1.** Cette loi est modifiée par l'ajout, après l'annexe II, de la suivante :

« **ANNEXE III**

(Article 35.16)

SERMENT

Je, (*nom*), déclare sous serment que je remplirai mes fonctions avec honnêteté et justice et que je n'accepterai aucune somme d'argent ou aucun avantage quelconque, pour ce que j'ai fait ou pourrai faire dans l'exercice de mes fonctions, autre que ce qui me sera alloué conformément à la loi.

De plus, je déclare sous serment que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions. ».

Am 8
Art 24.1

adopté
E. Paquet

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

ARTICLE 24.1

Insérer, après l'article 24 du projet de loi, le suivant :

« 24.1. L'article 120.1 de cette loi est modifié par le remplacement dans le paragraphe 1° de « le directeur du Bureau des enquêtes indépendantes » par « la personne qui agit à titre de directeur d'un corps de police spécialisé ». ».

TEXTE DU PROJET DE LOI TEL QU'AMENDÉ :

24.1. L'article 120.1 de cette loi est modifié par le remplacement dans le paragraphe 1° de « le directeur du Bureau des enquêtes indépendantes » par « ou la personne qui agit à titre de directeur d'un corps de police spécialisé ».

ARTICLE 288 DE LA LOI SUR LA POLICE APRÈS MODIFICATION :

Non en vigueur

120.1. Aux fins du présent chapitre, le rôle confié au directeur du corps de police est confié :

1° au ministre lorsque le policier en cause est le directeur général de la Sûreté du Québec ou **la personne qui agit à titre de directeur d'un corps de police spécialisé** le directeur du Bureau des enquêtes indépendantes;

2° au conseil municipal, lorsque le policier en cause est le directeur d'un corps de police municipal;

3° à l'employeur du directeur pour tout autre corps de police.

Am 9
Art 25

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 25

Supprimer le paragraphe 1° de l'article 25 de ce projet de loi.

*adopté
C. Paquet*

Am 10
Art 28

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 28

*adopté
C. Paquet*

L'article 28 du projet de loi est remplacé par le suivant :

« **28.** L'article 286 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa, après « par un policier » de « ou un agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption »;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le directeur d'un corps de police doit également informer sans délai le Bureau des enquêtes indépendantes lorsqu'il s'agit d'une allégation relative à une infraction à caractère sexuel commise par un policier dans l'exercice de ses fonctions. ». ».

Am 11
Art 29

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 29

*adopté
C. Paquet*

L'article 29 du projet de loi est remplacé par le suivant :

« **29.** L'article 287 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **287.** Au plus tard 45 jours à compter de la date des avis prévus à l'article 286 et, par la suite à tous les trois mois, le directeur du corps de police, le Bureau des enquêtes indépendantes ou l'autorité dont relève un constable spécial, selon le cas, avise par écrit le ministre de l'état d'avancement du dossier qu'il traite. ». ».

Am 12
Art 29.1

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

*adopté
C. Paquet*

ARTICLE 29.1 ET ~~29.2~~

Insérer, après l'article 29 du projet de loi, les suivants :

« 29.1. L'article 288 de cette loi est modifié par l'insertion, après « directeur du corps de police » de « ou l'autorité dont relève un constable spécial ».

~~« 29.2. L'article 289 de cette loi est modifié :~~

~~1° par l'insertion, dans le premier alinéa, après « par un policier » de « , un agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption »;~~

~~2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa, après « relève le policier » de « ou l'agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption ». ».~~

Am 13
Art 29.2

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE ~~29.1~~ ET 29.2

*adopte
C. Paquitt*

Insérer, après l'article 29 du projet de loi, les suivants :

~~« 29.1. L'article 288 de cette loi est modifié par l'insertion, après « directeur du corps de police » de « ou l'autorité dont relève un constable spécial ».~~

« 29.2. L'article 289 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa, après « par un policier » de « , un agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption »;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa, après « relève le policier » de « ou l'agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption ». ».

Am 14
Art 30

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

*modifié
d. Paquith*

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 30

L'article 30 du projet de loi est modifié par la suppression de « conformément au troisième alinéa de l'article 286 ».

Am 15
Art 19.1

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

19.1

adopté
C.P.

Insérer, après l'article 19 du projet de loi, le
suivant :

<<19.1. L'article 25 de cette loi est modifié par
l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans les 15 jours suivants le dépôt de ce rapport devant
l'Assemblée nationale, le commissaire procède publiquement
à sa présentation dans la capitale nationale. » ».

Am 16
Art 38

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROITRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU
DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR
DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS
AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 38

*adopté
C. Paquet*

Modifier l'article 38 du projet de loi :

1° par le remplacement, dans la première phrase du premier alinéa de l'article 24.1 de la Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales qu'il propose, de « de la justice le requiert » par « public le permet »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa de l'article 24.1 de la ~~Loi~~ Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales qu'il propose, de l'alinéa suivant :

« Avant de conclure une entente de collaboration visant à mettre fin à l'instruction d'une plainte portée devant un conseil de discipline d'un ordre professionnel, le directeur, s'il lui est possible de le faire sans révéler l'identité de ce témoin ou sans nuire à une enquête policière en cours, consulte le syndic de l'ordre professionnel concerné et considère son avis quant aux incidences d'une telle entente sur la protection du public et l'importance de maintenir la confiance du public envers les membres de cet ordre. »;

3° par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa de l'article 24.2 ~~de~~ de la Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales qu'il propose, de la phrase suivante : « Préalablement à l'envoi de cet avis, le directeur consulte le syndic de l'ordre professionnel concerné à l'égard de la preuve contenue au dossier d'enquête de ce dernier qui concerne la plainte et qui est assujettie à l'obligation de divulgation dans le cadre du processus disciplinaire. ».

Am 17
Art 41.1

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROITRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS
AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 41.1

*adopté
C. Paquet*

Insérer, avant l'article 42, l'article suivant :

« **41.1.** L'article 124 du Code des professions (chapitre C-26) est modifié par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « ou entre ceux-ci et le directeur des poursuites criminelles et pénales dans le cadre de ses pouvoirs prévus par le chapitre II.1 de la Loi sur le Directeur de poursuites criminelles et pénales (chapitre D-9.1.1) ».

Am 18
Art 42

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROITRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS
AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 42

Modifier l'article 42 du projet de loi par l'insertion, à la fin du premier alinéa de l'article 139.2 du Code des professions qu'il insère, de « qui a un caractère public dès sa notification ».

*adopté
C. Paquet*

Am 19
Art 45

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

ARTICLE 45

adopté
C. P. Paquette

Remplacer l'article 45 de ce projet de loi par le suivant :

« 45. L'article 1 du Code de déontologie des policiers du Québec (chapitre P-13.1, r. 1) est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « au commissaire à la lutte contre la corruption, ». ».

Article 1 du Code de déontologie des policiers du Québec tel que modifié par l'article 45 du projet de loi :

1. Le présent Code détermine les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports avec le public dans l'exercice de leurs fonctions.

Il s'applique à tout policier. Il s'applique également au commissaire à la lutte contre la corruption, à tout agent de la paix au sens de l'article 14 de la Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1) ainsi que de l'article 6 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), à tout constable spécial ainsi qu'à tout contrôleur routier de même qu'à toute personne ayant autorité sur ce dernier, compte tenu des adaptations nécessaires.

Am 20
Art 46.1

AMENDEMENT

PROJET DE LOI N° 107

**LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS**

ARTICLE 46.1

*adopté
C. Paquette*

Insérer, après l'article 46 du projet de loi, le suivant :

« 46.1. Pour la première application du quatrième alinéa de l'article 35.10, le gouvernement est réputé avoir déterminé que les membres du comité de sélection qui ne sont pas à l'emploi d'un ministère ont droit :

- 1° à des honoraires de 200 \$ par demi-journée de séance à laquelle ils participent;
- 2° au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions selon la directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics prise par le Conseil du trésor le 26 mars 2013, et ses modifications subséquentes. ».

Am 21
Art 47

AMENDEMENT
PROJET DE LOI N° 107

LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU
COMMISSAIRE A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES
ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES
POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACORDER CERTAINS AVANTAGES
À DES TÉMOINS COLLABORATEURS

Article 47

adopté
C.P.

Remplace l'article 47 de ce projet de loi par le suivant:

" 47. La présente loi entre en vigueur le (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi), à l'exception:

1° de l'article 21.1, dans la mesure où il édicte les sections I, III et IV du chapitre III.1 de la loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1), qui entrera en vigueur à la date à laquelle l'ensemble des membres visés à l'article 35.8 de cette loi auront été nommés;

2° de l'article 24.1, qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement. 77.